
Je est un autre... et l'autre est moi

Essai sur l'identité franco-albertaine

Paul Dubé, professeur
Département des langues romanes
Université de l'Alberta

« Pour des cadavres encore chauds, on se sent plutôt bien ! » Tous et toutes auront reconnu cette belle phrase sensationnelle et incendiaire, sous-titre d'une annonce parue dans *Le Journal de Montréal* et *Le Soleil* de Québec, les 17 et 18 janvier 1991, soit à la veille de la présentation du mémoire de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) à la commission Bélanger-Campeau. L'annonce s'adressait « au peuple québécois » directement et faisait appel à ses sentiments de solidarité familiale envers ses cousins hors Québec qui risquaient d'être laissés pour compte dans cette crise constitutionnelle, et surtout par rapport à l'orientation que prenait la Commission.

Au-delà de l'opprobre dont on veut accabler le gouvernement du Québec pour son non-engagement envers les minorités francophones hors Québec dans le débat constitutionnel, et malgré la forte accusation de fratricide portée contre le Québec (gouvernement et peuple) si celui-ci se retirait unilatéralement de la Confédération canadienne, le texte de l'annonce signale surtout la façon dont la minorité albertaine se perçoit et perçoit le rapport problématique qu'elle entretient avec le Québec. Comme on le verra plus loin, si on s'en tient aux discours officiels, la relation Québec-Alberta francophone ressemble beaucoup à celle que le Québec a avec les autres minorités francophones canadiennes.

Pour bien comprendre le sens de l'annonce, il faut la lire comme un ensemble structuré de signes (ce qu'elle est d'ailleurs sur le plan graphique) à caractère dialogique. En effet, c'est « un membre de la famille, l'ACFA », qui s'adresse « au peuple québécois », les deux entités se transformant respectivement dans le discours en « nous » de la première partie et en « vous » de la deuxième.

Mais d'abord, il fallait donner le ton à ce dialogue ! La phrase absurde « Pour des cadavres encore chauds on se sent plutôt bien ! » se veut d'abord *ironisation* d'une perception des minorités par les Québécois. Qui dit *ironisation* dit rejet de la chose signifiée, et si on reprend ici le syntagme « cadavres encore chauds » de Yves Beauchemin, qui rappelle le « dead ducks » proféré par Lévesque dans les années 1970, c'est pour le vider de son sens en fondant sa relative importance discursive sur sa contradiction totale : « on se sent plutôt bien ! »

Pour faire la démonstration, dans la première partie, de la bonne santé de la minorité albertaine actuelle, on nie la possibilité d'une mort présente ou future en décrivant la mort possible au conditionnel passé – « nous aurions pu mourir » ; on affirme la vitalité de la communauté en déclarant, exemples à l'appui, que « nous sommes des batailleurs », chiffres à l'appui, que nous sommes bien « une communauté vivante » et, signe ultime de pérennité, qu'on se rattache à un plus grand ensemble, que nous ne sommes pas seuls, c'est-à-dire que « nous sommes membres de la famille ».

La deuxième partie adopte la même forme, mais le rapport dialogique est complété ici dans le passage du « nous » au « vous » et dans la demande d'engagement exigé du destinataire. Cette deuxième partie intitulée « Voulez-vous la disparition des Franco-Albertains ? » résume en quelques phrases les déboires historiques de la collectivité, les progrès récents, surtout relatifs à l'éducation, et la compréhension croissante de la majorité anglophone albertaine par son respect, par exemple, « de certaines lois bilingues ». En ajoutant à cela la seule présence du Québec (« même sans le support actif du gouvernement du Québec ») dans la Confédération canadienne, l'avenir des Franco-Albertains semble assuré. Suit cependant la grande accusation : « Le retrait unilatéral du Québec de la Confédération canadienne serait un

Annonces parues dans le Journal de Montréal et le Soleil de Québec les 17 et 18 janvier 1991

AU PEUPLE QUÉBÉCOIS

Pour des cadavres encore chauds on se sent plutôt bien!

NOUS AURIONS PU MOURIR:

- En 1885, lors de la pendaison de Louis Riël;
- en 1892 lors de la résolution Haultain décrétant que tous les procès-verbaux de l'assemblée législative seraient en anglais seulement;
- en 1987 lorsque le gouvernement Bourassa, contrairement à ses promesses, nous a abandonnés complètement dans l'Accord du lac Meech;
- en 1988, quand le gouvernement Bourassa n'a pas protesté, mais au contraire a approuvé l'abolition de nos droits historiques (Loi 60);
- en 1989, lorsque le gouvernement Bourassa s'est rangé contre les Franco-Albertains en Cour suprême dans le dossier de la gestion scolaire.

NOUS SOMMES DES BATAILLEURS:

- Nous nous sommes battus 8 ans pour obtenir une école française dans une petite communauté;
- nous avons occupé les locaux d'une commission scolaire pour obtenir l'enseignement en français au secondaire à Edmonton;
- un des nôtres a osé parler français à l'Assemblée législative et a refusé de s'en excuser.

NOUS SOMMES UNE COMMUNAUTÉ VIVANTE:

- Nous sommes la troisième plus importante communauté francophone hors Québec;
- 50% des jeunes francophones (15 à 24 ans) de l'Ouest vivent en Alberta;
- une centaine d'associations et d'organismes francophones travaillent à la promotion du fait français en Alberta;
- l'école Maurice-Lavallée d'Edmonton a triplé ses inscriptions en 6 ans.

NOUS SOMMES MEMBRES DE LA FAMILLE

- Nous avons gagné notre place et nous la gagnons tous les jours;
- nous sommes vos ambassadeurs;
- nous sommes vos soldats de première ligne;
- nous sommes des bâtisseurs de communautés francophones.

SOYONS DES VÉRITABLES PARTENAIRES

Un membre de la famille

L'Association canadienne-française de l'Alberta

L'ACFA comparaitra vendredi le 18 janvier 1991 à 10h00 devant la Commission sur l'Avenir politique et constitutionnel du Québec.

AU PEUPLE QUÉBÉCOIS

Voulez-vous la disparition des Franco-Albertains?

LES DIFFICULTÉS:

- Depuis plus de 150 ans nous luttons pour obtenir la reconnaissance légitime du fait français en Alberta. Oui, nous avons subi de lourdes pertes dû à l'assimilation forcée, au manque de support constitutionnel et législatif et à une attitude anti-francophone.

NOS PROGRÈS:

- Nous faisons des progrès grâce à un début de support constitutionnel (l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés) garantissant la création d'écoles françaises, à une Loi sur les langues officielles qui nous reconnaît un peu nos besoins, à une attitude plus sympathique de la population albertaine.

	En 1982	En 1990	Potentiel
Écoles françaises	0	6	40 et plus
Élèves qui fréquentent des écoles françaises	0	1 605	13 000 et plus

PROGRÈS DE LA POPULATION ALBERTAINE:

- Elle compte le nombre d'élèves (27 363) en immersion française le plus élevé proportionnellement au Canada;
- 74% des Calgariens, 53% des Edmontoniens et 47% de la population de l'Alberta sont en faveur de certaines lois bilingues. (Calgary Herald 1988)
- Les villes d'Edmonton et de Calgary ont refusé de se

NOUS N'OSONS PAS CROIRE QUE VOUS VOULEZ NOTRE DISPARITION

Un membre de la famille

L'Association canadienne-française de l'Alberta

déclarer unilingue anglaise l'an dernier. (1990)

LA PRÉSENCE DU QUÉBEC AU CANADA:

Même sans le support actif du gouvernement du Québec cette présence:

- Nous assure certains droits dans la constitution canadienne;
- nous garantit des lois et des services fédéraux un peu favorables au fait français;
- et encourage une plus grande ouverture d'esprit de certaines législatures provinciales; (exemple: Loi des services français en Ontario).

LE RETRAIT UNILATÉRAL DU QUÉBEC DE LA CONFÉRATION CANADIENNE SERAIT UN VÉRITABLE COUP DE POIGNARD AU COEUR DE NOTRE COMMUNAUTÉ

Mais avec la présence continue du Québec, l'établissement d'un véritable partenariat francophone, un support actif du gouvernement du Québec et un meilleur support du gouvernement fédéral, nous pouvons accomplir de grands projets:

- Un statut particulier avec des pouvoirs accrus pour le Québec afin d'assurer son plein épanouissement;
- un statut particulier et des droits accrus et pleinement respectés pour la communauté franco-albertaine.

véritable coup de poignard au cœur de notre communauté.» On adhère à la fin au concept de « statut particulier » pour les deux communautés, en terminant le tout sur cette phrase où se mêlent à la fois reproche et espoir : « Nous n'osons pas croire que vous voulez notre disparition. »

Que faut-il retenir surtout de ce *blitz* médiatique? D'abord, que derrière l'appel à la solidarité, il y a une sorte d'indifférence « passionnée » (eu égard à la charge émotive de certains énoncés) à la réponse québécoise, parce qu'on prévoit le pire, et même peut-être qu'on le souhaite (vu le manichéisme de quelques grosses déclarations!) pour enfin en avoir le cœur net avec le Québec. D'ailleurs, l'élément dialogique du texte est pertinent d'abord dans sa forme, dans cette claire démarcation entre deux entités distinctes qu'il établit, dans cette polarisation confirmée par la répétition du « nous sommes » de la première partie opposé au « vous » emphatique de la deuxième partie. Même l'utilisation du mot « famille » dans ce contexte révèle la scission ou l'impossible réunion des deux. Car, en lui donnant un caractère ambigu, c'est-à-dire non qualifié, on lui retire son sens, puisque c'est seulement dans la qualification – famille canadienne-française, québécoise, française, francophone, anglaise – que ce mot a une pertinence, et c'est doté d'une qualification qu'il devient inacceptable pour l'un des partis.

Tout cela pour dire que le discours d'un groupe de francophones hors Québec vient confirmer ce qui se dégage de plus en plus de tous les discours émanant des minorités francophones hors Québec à l'égard de leur traditionnelle matrice linguistique et culturelle: le Québec. Derrière les reproches d'abandon proférés contre le Québec se dresse l'affirmation d'une communauté qui croit pouvoir vivre dans une aire qu'elle partage avec une et même plusieurs autres communautés.

Une lecture rapide du document *Dessein 2000*¹ nous mène aux mêmes conclusions. Ce document d'étude qui a servi à alimenter la

1. Document rendu public le 14 juin 1991, au cours d'une rencontre au sommet des chefs francophones du Canada hors Québec, à Ottawa. Nous citons des extraits publiés dans *Le Devoir* du vendredi 14 juin 1991, p. B-10.

réflexion de tous les chefs francophones hors Québec réunis à Ottawa à la mi-juin 1991 et que ceux-ci ont entériné veut amener la francophonie hors Québec à se situer dans le débat constitutionnel – textuellement, on veut « examiner ces questions afin de s'assurer d'une position de force dans le débat qui s'amorce et [...] offrir des éléments de solutions aux nombreux problèmes canadiens ». En fait, il s'agit d'abord et avant tout d'un manifeste d'indépendance vis-à-vis du Québec où on se déclare membre d'une aire que partagent d'autres communautés nationales, les autochtones et les anglophones, « auxquelles se greffent différents groupes ethno-culturels ».

Dans la première partie du texte, la francophonie hors Québec se déclare « partie intégrante de la société canadienne », elle réclame « un espace bien à elle » qu'elle peut « contrôler et gérer », un espace qui ne soit pas « uniquement relié au territoire, à la géographie », mais « un endroit, une aire, un lieu, une place pour mieux vivre sa francophonie. Il peut s'agir d'une région, du quartier d'une ville, d'une paroisse, d'une école, d'une radio, d'un groupe d'alphabétisation, d'une troupe de théâtre, d'une entreprise, d'un réseau électronique... Cet espace ne pourrait donc pas toujours se retrouver identifié sur une carte géographique. » C'est aussi une aire mentale, psychologique qu'on y définit, car l'espace « a tout à voir avec l'attitude, la confiance en soi et en ses capacités ».

Nulle part n'est-il question dans cette première partie du Québec comme partie de l'espace francophone canadien. Lorsque le Québec est mentionné, c'est sous la rubrique « Espace politique » où est préconisé le renouvellement du fédéralisme canadien pour mieux répondre aux besoins particuliers et refléter « les différentes réalités du pays, au nombre desquelles on peut nommer la francophonie, les autochtones, le Québec, les autres régions canadiennes, etc. ». La polarisation s'effectue encore une fois entre les deux communautés francophones en signalant les « différentes réalités » qui les séparent et en lançant l'appel à un fédéralisme renouvelé, perçu comme antithétique à la volonté politique du Québec.

On mise donc dans l'optique de la francophonie canadienne sur une redéfinition de l'espace francophone et la préservation d'un Canada fédéral. On ajoute même, ce qui n'est pas pour plaire au

Québec, qu'en matière d'identité canadienne il est « essentiel » que le fédéral « conserve le pouvoir de dépenser », qu'il en va de l'épanouissement des « communautés de langues officielles, [des] nations autochtones, [du] développement régional, [de] la culture et [des] institutions culturelles... ». C'est la grande communauté nord-américaine qui est proposée ici, celle où s'établissent des « partenariats » avec d'autres communautés qui partagent des « points communs avec les francophones. Au nombre de celles-ci, on peut citer certains groupes ethniques, les autochtones et les anglophones à titre de communautés nationales, les gouvernements et, bien évidemment, les communautés franco-canadiennes entre elles. »

Enfin, on sait que le week-end de réflexion a aussi apporté un changement de nom pour mieux refléter l'orientation nouvelle de l'association qui s'appelle maintenant la « Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada ».

Ainsi, de par son nom, son orientation culturelle, la définition de son espace, son choix de structures politiques, la francophonie canadienne semble se défaire de plus en plus nettement de sa filiation au Québec. Comme l'ACFA le dit à la fin de son mémoire devant la commission Bélanger-Campeau: « Nous en sommes venus à la conclusion que notre plus grande source de légitimité vient de nous, de nos efforts, de nos succès. » En réponse, y ajoute-t-on, à la question « Qui sommes-nous? », « nous ne voulons plus répondre: le cousin pauvre. Nous sommes des bâtisseurs de communautés. Nous sommes les communautés francophones du Canada. Nourris de grands espaces, fils et filles des plaines, nous assurons la survie et l'épanouissement d'une communauté nationale d'expression française dont le territoire occupe tout le nord d'un continent » (ACFA, 1991: 12). On semble dire finalement: tant mieux si le Québec veut rester. Cependant...

On n'aura pas manqué de remarquer dans les quelques extraits cités plus haut la belle rhétorique de ces discours un peu ronflants, parfois frondeurs, mais qui ne peuvent masquer l'incertitude, l'hésitation: on affirme à tue-tête pour mieux occulter l'hésitation qui s'empare de soi. Quand on parle d'aire, c'est moins celle qu'on occupe que celle qu'il faut « créer »; pour s'épanouir, il « faut », il est

« nécessaire », la francophonie « peut s'appuyer » ; les textes regorgent de ces « il est essentiel », « il est fondamental », « il s'agit de ». C'est le mouvement par excellence de la valse-hésitation qui s'insinue dans le discours à l'insu des locuteurs. Les images comme le langage de vie et de mort qu'on a relevé dans l'annonce parue dans les journaux de Québec et de Montréal ainsi que l'agression quelque peu manichéenne à l'égard du Québec sont l'envers de cette même réalité d'une communauté qui tâtonne, qui se cherche, qui veut s'affirmer, qui croit s'être trouvée, mais qui a encore trop bonne mémoire, peut-être, de ses antécédents historiques...

Malgré cela, malgré l'apparent paradoxe entre son discours et sa réalité existentielle, il reste qu'elle a abouti là précisément où son discours l'invite à se réaliser. L'époque d'une dépendance directe du Québec semble révolue...

Mais cela ne devrait pas surprendre ! Si le Québec des quelque trente dernières années s'affirme dans une rupture avec le passé autour d'une date presque fatidique, soit 1960, telle n'est pas l'histoire des communautés francophones du Canada qui, sans nier l'importance de la Révolution tranquille chez eux, s'inscrivent dans une sorte de continuité historique où l'anglais exerce culturellement et linguistiquement une influence déterminante.

Les nombreux travaux de Roger Bernard, par exemple, notamment ceux qui ont été faits avec une équipe de chercheurs et qui portaient sur l'assimilation chez les jeunes, et publiés dans *Le déclin d'une culture* (1990), retracent le processus menant « du catholique français au bilingue francophone », si typique des communautés francophones du Canada. Il n'est pas de mon propos de reprendre les lignes maîtresses de cette étude, tous la connaissent ; seulement, il me paraît important de tracer, en suivant l'explication de Roger Bernard, la configuration identitaire de cet être hybride qu'est le bilingue francophone vivant en milieu minoritaire.

À ce stade-ci, disons à la fin des années 1970, l'identité québécoise s'est enracinée, la dispersion et l'urbanisation des francophones hors Québec s'accroissent, la langue semble de moins en moins liée à la religion. Pour ces francophones, il semble que la langue soit devenue un « instrument de communication rattaché à la langue

maternelle qui s'inscrit et est rattaché à un univers culturel axé sur le bilinguisme». La langue n'a donc plus une « valeur de culture », c'est-à-dire « qui devient le centre d'une norme qui enseigne, oriente et conditionne de façon habituelle les conduites effectives » des acteurs sociaux». En fait, « les nouvelles conditions sociales et idéologiques [...] font que la culture regroupe maintenant le bilinguisme et la langue française. L'univers du bilinguisme comprend déjà la langue et la culture françaises, mais il leur réserve un espace limité, une position inférieure. La pratique quotidienne démontre amplement que la langue française, souvent restreinte à la sphère privée, est dévalorisée par rapport à l'anglais, langue publique et mondiale. Notre francité est légitimée par notre bilinguisme » (Bernard, 1990: 112).

Le bilinguisme devient donc « valeur de culture », il est l'idéal à atteindre, *survalorisé* en quelque sorte par les anglophones qui partagent nos bancs d'école et nos écoles du soir pour adultes. Nous qui croyions notre langue réhabilitée dans la nouvelle texture canadienne, nous la découvrons soudainement dissociée de la culture française, refoulée au deuxième rang à celui d'une langue utilitaire, outil de communication, et comme le dit Roger Bernard, « le bilinguisme, qui vient justifier et légitimer notre francité, conduit au transfert linguistique et à l'assimilation culturelle » (1990: 113).

Il est donc impensable de vouloir constituer socialement et culturellement un groupe fort et dynamique autour d'une langue seconde, peu valorisée réellement dans le milieu ambiant. La culture médiatique de masse, la globalisation qui marque les années 1980: encore des phénomènes qui contribuent à fragmenter le milieu social et culturel francophone et à rendre son avenir fragile, sinon impossible. Ce vécu, au demeurant inarticulé parce que inarticulable, impose cependant cette norme dont parle le professeur Bernard et qui possède ce pouvoir « d'enseigner, d'orienter et de conditionner » les conduites, les comportements. Le bilinguisme culturel conduit le francophone minoritaire à l'acculturation, à la fragmentation identitaire, à cette sorte de schizophrénie identitaire qui rend les choix faciles s'ils peuvent être négateurs de cette impasse existentielle. « Qui suis-je ? » se demande le personnage principal du livre *Courtepointe* de Marie Moser, publié originalement en anglais en 1987. Mais avant de

voir comment il répond à cette question, il convient de faire le point sur les discours (ou le manque de discours!) issus de la francophonie albertaine et qui concourent à créer ce discours social où se dessinent la ou les figures identitaires d'une communauté.

Si on croit, avec Jocelyn Létourneau entre autres, « qu'il n'y a d'espace-temps que discursif », que « la mise en forme de l'expérience vécue [...] est une dimension fondamentale de l'expérience humaine » et qu'« écrire l'histoire n'est pas simplement raconter le passé mais également le produire » (1992 : *passim*), on est en mesure d'apprécier la difficulté inhérente à un projet dont l'objectif est de retracer le profil identitaire d'une communauté qui semble avoir en quelque sorte refusé une conscience d'elle-même en ne produisant que très peu de discours. Dans un article publié dans *Francophonies d'Amérique*, l'historien Allaire et l'anthropologue Fedigan soulignent cette lacune dans le domaine connexe de l'histoire : « les études historiques sur les communautés francophones, plus particulièrement celles de l'Ouest canadien, font cruellement défaut » (1991 : 112).

Il existe néanmoins des monographies, des recherches de toutes sortes qui augmentent chaque année, surtout depuis que la diffusion de ces recherches est rendue possible par le réseau du CEFCO (Centre d'études franco-canadiennes de l'Ouest). Il y a également le journal francophone de l'Alberta – *Le Franco*, autrefois *La Survivance* – qui sert surtout à communiquer l'actualité franco-albertaine à la collectivité, mais depuis qu'il n'est plus le lieu de l'articulation particulière de l'idéologie clérico-nationaliste importée du Québec, il est le plus souvent le bulletin de l'association officielle, l'ACFA, ou plutôt la doublure idéologique de l'*establishment*. Et voilà de façon lapidaire l'étendue des discours par et sur la francophonie albertaine, à part ceux des quelques artistes qui sont apparus sur la scène comme par accident...

Je ne vais même pas essayer d'expliquer ce phénomène de pénurie de « textes », car tel n'est pas mon propos ici. Il me vient pourtant à l'esprit ces quelques phrases de Barthes dans l'introduction à son *Degré zéro de l'écriture* : « l'unité idéologique de la bourgeoisie a produit une écriture unique, et [...] aux temps bourgeois [...] la forme ne pouvait être déchirée puisque la conscience ne l'était pas ;

au contraire, dès l'instant où l'écrivain a cessé d'être un témoin de l'universel pour devenir une conscience malheureuse, son premier geste a été de choisir l'engagement de sa forme, soit en assumant, soit en refusant l'écriture de son passé» (1953 : 9).

Mais passons... et venons-en aux artistes!

Dans cette deuxième partie de mon article, il sera surtout question de trois écrivains, trois femmes, qui, à mon avis, incarnent toute la problématique identitaire de la francophonie albertaine à différents moments de son histoire. Il sera d'abord question du livre de Marie Moser, *Courtepointe*, en tant que représentant de la période d'absorption de la minorité par la majorité à la fin de la période de transition ; je me pencherai ensuite sur le roman du terroir de Marguerite Primeau, *Dans le muskeg*, publié en 1960, où apparaissent déjà les premiers germes d'une identité bilingue à la fois innocente et heureuse ; je terminerai par la pièce non publiée de France Levasseur-Ouimet, *La guerre des mots*, qui semble rejoindre à sa façon le discours des premiers documents cités plus haut.

Counterpoint ou *Courtepointe* raconte l'histoire de trois générations de femmes : la grand-mère Céline, arrivée dans l'Ouest au tournant du siècle dans la fleur de l'âge, la mère Philomène et la fille Odette, une femme de 42 ans qui est la protagoniste et la narratrice d'une partie du récit. S'étalant sur 87 ans, le récit plonge le lecteur dans l'histoire des francophones de l'Ouest, d'abord la prise de possession de certains territoires du Nord-Ouest, le travail de *homesteading*, les efforts de survie au milieu d'une population de plus en plus hétérogène. On est témoin de l'isolement des premières années, témoin d'une vie se déroulant uniquement en français, remplie de tous les éléments socioculturels attribués à cette première génération d'exilés, et du glissement, par la suite, dans une société plus large, plus développée, plus moderne et de plus en plus anglicisée. Déjà, la deuxième génération voit une société dont les nouvelles valeurs perturbent les valeurs anciennes, les rôles traditionnels, la structure même des rapports humains. Sur le plan du langage, par exemple, la jeune Odette, née en 1945, prend soudainement conscience qu'elle peut facilement passer d'une langue à l'autre, contrairement aux autres personnes de son milieu – première cons-

cience de l'être hybride « franglais » qu'un concours de circonstances a créé. Les enfants qu'elle aura plus tard – Sylvie, Daniel et Ben – incarnent par les noms qu'elle leur donne l'étiologie des attaches culturelles.

Suivre le cheminement personnel du personnage d'Odette, c'est pour un *baby boomer* francophone de l'Alberta se replonger dans son être changeant de cette période. L'enseignement primaire que reçoit Odette est français, mais par la suite, si ce n'est au foyer, l'éducation qu'on peut recevoir en français est surtout obtenue dans un établissement privé, comme si le mode de vie et la culture française ne pouvaient être transmis, dans les années 1950, que par des spécialistes de la culture. C'est au couvent qu'Odette apprend l'histoire du Canada français: Cartier, Champlain, Marguerite Bourgeoys, la Sainte-Catherine, etc. Mais l'incompatibilité de cette vie de couventine (et son fardeau de valeurs religieuses sclérosées) avec la réalité l'amène à une sorte de révolte qui se traduit par le refus de poursuivre des études universitaires, comme le veut sa mère, et par un mariage rapide à 19 ans avec un ex-séminariste. Le couple s'installe à Vancouver, à l'extrême ouest du Canada, dans la province qui compte la plus petite minorité francophone.

À 42 ans, après avoir élevé une famille de trois enfants, Odette vit soudainement une crise d'identité, déclenchée par deux événements coïncidents: le départ imprévu de sa fille et la mort de sa mère. Qui suis-je? songe-t-elle dès son départ pour Edmonton où elle doit se rendre pour prendre possession de la propriété que lui a léguée sa mère. Le trajet qui la ramène aux lieux de son enfance et de sa jeunesse déclenche à son tour un voyage imaginaire dans le sens inverse, le trajet de sa vie, celui qui l'a conduite d'Edmonton à Vancouver et qui passe forcément par les faits marquants de sa jeunesse. Ayant toujours trouvé qu'elle avait une affinité particulière avec sa grand-mère maternelle, Odette prévoit même profiter de son séjour à Edmonton pour se rendre plus loin dans son passé jusqu'à Saint-Prosper-du-Lac, à l'ouest d'Edmonton, où ont vécu ses grands-parents.

Mais au fur et à mesure qu'elle pénètre dans son passé, les contours de sa problématique identitaire se dessinent: ce retour

orphique pour rétablir le lien d'identité et d'appartenance à la langue et à la culture françaises doit se faire, paradoxalement, en anglais, car Odette ne parle plus français. Devant la richesse du passé qu'elle entrevoit dans la vie de sa mère, encore sensible, toujours envoûtée par sa langue maternelle – « [My mother] speaks in a lilting French, as if she is in a dream » (Moser, 1987 : 8) –, Odette se trouve désespérée. Comment peut-elle réconcilier cela avec sa vie actuelle qui se passe en anglais, comment réconcilier ce plein d'un passé riche, comme elle le comprend, avec le vide manifeste de sa vie à Vancouver ?

C'est là sa première expérience du retour. Car, en fouillant davantage les lieux et les objets qui ont peuplé son enfance, elle en fait une nouvelle expérience où commence à poindre l'idée que les liens solides qu'elle entretenait avec son passé s'avèrent plutôt ténus parce qu'ils sont maintenus par un idéal d'existence postulé et nécessaire dans le contexte, mais qui est plus rassurant que réel. Quand elle ferme la vieille caisse des mille objets familiaux avant de quitter l'ancienne maison maternelle, le geste est éloquent dans son symbolisme...

À la dernière étape de sa quête à Saint-Prosper, nom qui ironise sur le passé glorieux de ce petit village canadien-français d'antan – car ce qui reste, c'est « only the wind blowing freely in the emptiness » (Moser, 1987 : 163) –, le destin met sur la route d'Odette un vieillard mystérieux, venu lui aussi se baigner dans les eaux dites miraculeuses du lac. Cet homme sans nom dont l'allure et l'apparence imposent le respect et l'attention pourrait être son vieil oncle Jean-Baptiste qu'on avait cru mort à la guerre, ou n'importe qui. Bien qu'il semble porter sur lui tous les signes d'une vie riche, le vieillard déclare à Odette n'avoir souvenance d'aucun passé : « They told me I may have lost all memories of my past because I blocked out all the horror of what occurred to me in the war. My identity was lost. One day, they gave me a knife and a piece of wood and I carved a small tree, so they called me the wood carver » (1987 : 165).

Quel que soit son passé, semble-t-il dire, il est maintenant sculpteur, il crée son identité à partir de son être-au-monde du présent. Les multiples possibles d'un passé quelconque à jamais perdu confirment en quelque sorte la non-pertinence de ce passé dans l'être

tout en devenir qu'il est : « It is not so bad to be without a past, you find within yourself all that you need » (1987 : 165).

L'expérience un peu mystique du lac où s'est rassemblée une foule qui entonne un chant ancien avec quelques nouveaux couplets apporte enfin à Odette, comme dans une révélation, « the melody I have been searching for. Occasionally, someone adds a new verse to the song, then the others repeat the chorus, but the song is still the same song » (1987 : 166). Odette comprend enfin que sa quête identitaire était vouée à l'échec puisqu'elle tentait de « se récupérer » en misant sur un seul aspect de sa vie, et partant, le moins déterminant pour la plus grande partie de sa vie. Si sa vie diffère de celle de sa mère et de celle de sa grand-mère, c'est parce que les temps ont changé, les époques transforment le monde, les valeurs et les gens qui y vivent ; toutefois, elle n'est pas sans ressembler à ces deux femmes à bien des égards. L'essence de la vie se situe donc dans une sorte de cycle avec son apanage de particularités propres à chaque génération...

Sans nier son passé dont elle accepte maintenant la relative importance, Odette, qui geignait au départ parce que sa vie était à moitié terminée, décide de rentrer chez elle à Vancouver : après tout, dit-elle, « there is still half my life to live yet... » (1987 : 166).

La parole d'Odette est anglaise et restera anglaise. Elle reprend la route de Vancouver, en sachant cette fois-ci pourquoi elle se dirige vers l'Ouest et non vers l'Est, en sentant dans son être qu'elle ne peut se définir selon ses antécédents historiques, mais plutôt par son être-au-monde tourné vers l'avenir ; que la particularité culturelle à laquelle elle se rattachait, par nostalgie peut-être, sera tranquillement résorbée dans la vie qui continue. La fin du récit nous ramène au point de départ, mais, cette fois-ci, c'est un véritable départ puisqu'il est ancré dans la réalité. Il faut imaginer Odette heureuse, dirait Camus...

L'option Moser, si on peut parler ainsi, représente peut-être le choix le plus sain dans la situation reproduite dans le roman, et telle qu'elle a existé dans l'Ouest canadien jusqu'à tout récemment (et telle qu'elle existe encore !). Ou à peu près, car l'auteure nous présente des archétypes où il est fait peu de place aux modulations existentielles

et caractérielles permettant de représenter tout l'éventail des possibles humains et sociaux. Il reste que ce qui est donné comme choix dans l'œuvre romanesque prend la forme d'un glissement inconscient dans la réalité, phénomène qui est accompli pour bon nombre de gens ayant vécu l'acculturation et l'assimilation de la période de dispersion et d'urbanisation, qui est en train de s'accomplir pour les « victimes » du bilinguisme et qui s'accomplira inéluctablement dans le temps si on n'arrive pas à faire du français une véritable « valeur de culture ».

Il a été dit plus haut que, si le Québec moderne s'affirme dans la rupture avec son passé, l'histoire des communautés françaises du Canada s'inscrit dans la continuité où l'anglais joue un rôle déterminant. C'est de cette réalité dont nous parle déjà Marguerite Primeau dans son roman *Dans le muskeg*, publié en 1960, où est proposé un monde idéal dans lequel les « deux solitudes » de l'Est trouvent dans le Nord albertain la possibilité de créer une société bilingue, où le français et l'anglais occupent l'espace d'égal à égal. Encore une fois, la dimension historique crée l'arrière-fond du texte romanesque.

Avenir, petite colonie canadienne-française située au nord de l'Alberta, est née au lendemain de la Grande Guerre, a connu les déboires des années 1930, s'est relevée avec la Deuxième Guerre mondiale pour devenir une petite ville florissante dès l'après-guerre. Lormier, le héros du roman, a quitté le Québec pour devenir instituteur à Avenir. Nourri à un nationalisme ardent, souvent mal compris, Lormier exerce une influence dominante auprès de ses compatriotes tant que durent les années de misères. Quand vient la prospérité, Lormier refuse de marcher avec son temps, de regarder l'avenir, se repliant sur de vieilles notions inadaptées et inadaptables au progrès moderne. Arrive à Avenir un homme d'affaires, un Irlandais nommé O'Malley qui croit au progrès, qui sait s'adapter et qui fonde ses activités commerciales et sociales sur un gros bon sens: l'antithèse par excellence de l'idéologue absolutiste Lormier. Les affrontements éclatent immédiatement entre les deux hommes et se poursuivent tout au long du récit. Les deux sont irréconciliables, surtout à cause de l'intraitable Lormier qui refuse même l'amour d'une Métisse en vertu de ses convictions patriotiques qu'on pourrait rattacher aujourd'hui à l'idée de « pur lainage ».

Toujours est-il que l'histoire connaît un déroulement heureux grâce aux enfants – Lucette et Tommy – de nos deux protagonistes. Un malheureux incident – l'incendie de l'église paroissiale – permet une certaine réconciliation, consommée dans le mariage, jusqu'alors interdit, des deux amoureux: «Un mariage entre Irlandais et Canadien français, voilà qui promettait bien» (Primeau, 1960: 219).

Comme l'église paroissiale était étroitement associée à l'histoire des Avenirois, la rapide disparition dans le feu de ce symbole du petit peuple d'Avenir déclenche chez Lormier un retour dans son passé qui l'amène à la conscience d'avoir gâché sa vie, comme il tente encore de gâcher celle de sa fille. Il se résout donc à ne pas s'opposer au mariage, au cours duquel il versera quelques larmes, signes enfin d'humanité, de tendresse et d'ouverture.

Dans la perspective qui nous intéresse ici, et si on croit avec Falardeau que «la langue française a été un instrument subordonné à la religion et que la langue n'a pas été, pour notre collectivité, une valeur culturelle importante²», on comprend le sens du dénouement créé par l'auteure Primeau. C'est en faisant disparaître le symbole fondateur, devenu désuet parce que incompatible avec la notion de progrès dans une société pluraliste, que le texte romanesque, comme la société que ce dernier reflète, peut évoluer. Il faut que l'élément identitaire dominant axé sur une idéologie périmée, car toute tournée vers le passé, soit renversé pour rendre possible le progrès dans un milieu comme celui d'Avenir.

Il va de soi que le discours officiel, articulé surtout par les membres du clergé et une petite élite formée par ce dernier à l'époque décrite dans le roman, ne correspond pas au discours véhiculé par l'auteure. Mais il n'est pas dit que la réalité doit ressembler à l'idéologie dominante. Il n'est plus possible pour le Canadien français de vivre isolé, dans l'innocence de son bien-être physique et moral autour du clocher paroissial. La société ambiante se diversifie de plus en plus, de telle sorte que la bonne entente est de rigueur. S'il faut vivre ensemble, vivons bien ensemble, semble dire Primeau, sans

2. Cité par Bernard, 1990: 110.

qu'elle soupçonne que la conjoncture d'une domination anglaise croissante allait nous mener à la figure problématique de l'Odette du début de *Courtepointe*.

Est-il possible de renverser l'histoire, d'évacuer de notre développement sociopolitique des trente dernières années et de notre mémoire des éléments qui ont concouru à nous diviser, pour les remplacer par ceux qui devraient nous unir et enfin nous permettre de vivre d'égal à égal, et ainsi de nous inscrire dans la continuité historique posée dans l'univers un peu adamique de Primeau? Il semble que l'histoire soit en train de nous poser la même question en nous procurant une dernière occasion peut-être de nous hisser à la hauteur de notre plein potentiel. Voilà en quelques mots, il me semble, la proposition avancée par *La guerre de mots* de France Levasseur-Ouimet.

Dans un univers un peu absurde existent deux peuples voisins, les Apolliniens et les Dionysiens. La pièce débute avec les représentants de chacune des nations, Adrien l'Apollinien et Bastien le Dionysien, deux vieillards venus raconter l'histoire, dont les guerres, de leurs « deux grands peuples ». Se disant « la mémoire » de leur peuple, ils racontent leur histoire commune pour « comprendre ce qui est arrivé » et faire en sorte que « tous profit[ent] de nos expériences antérieures pour ne pas répéter ici les mêmes erreurs qui ont été commises là-bas » (Levasseur-Ouimet, s.d. : 3).

On apprend que les Apolliniens sont des gens qui vivent dans la contemplation, qui évitent les excès, qui bougent le moins possible, mais qui aiment boire et manger. Ils habitent le Haut-pays et ont cette particularité qu'ils ne parlent qu'avec « des noms assaisonnés d'adjectifs, épîcés d'articles et poivrés de quelques conjonctions » (s.d. : 10), dans l'imagerie gastronomique qui les distingue. De leur côté, les Dionysiens sont des gens d'action, de travail et d'ambition, des gens énergiques, énérvés, excessifs, colériques, « des amateurs de grandes émotions » (s.d. : 1). Ils habitent le Bas-pays et leur langage est uniquement composé de verbes, de mots pleins de mouvement et de quelques pronoms. Si nos deux compères narrateurs parlent la même langue, c'est qu'un concours de circonstances a mené l'un (Bastien) chez l'autre et que les langues respectives ont été apprises. Tel n'est

pas le cas pour les deux pays, car même s'ils sont voisins depuis 123 ans, ils ne se comprennent pas. Avec les années, les relations se sont « empoisonnées ». Une relation amoureuse ne peut être consommée entre deux jeunes gens de chacun des pays parce que l'un des deux ne peut dire « je t'aime », n'ayant pas de verbes dans son langage...

Les choses s'enveniment parce que la communication est impossible. On décide de construire un mur entre les deux pays, ensuite de se faire la guerre et, après moult délibérations, on convient que ce sera une guerre de mots, faite par les chefs en combat singulier. Les chefs n'arrivent pas à trouver des mots qui tuent, mais, inspirés par leur peuple et leurs soldats indisciplinés qui les incitent à se battre vraiment et qui leur donnent l'exemple de mots violents et provocateurs, les chefs tombent morts.

Consternation générale, car si on avait choisi une guerre de mots, c'était pour éviter le pire. « La guerre des mots, c'est un jeu que les gens jouent. C'est un jeu que l'on joue dans tous les pays du monde, dans tous les foyers du monde tous les jours, depuis le début de la création. Les mots blessent, ils font mal, mais ils ne tuent pas. » Et pourtant ici, « Avec tous vos mots de guerre, vous avez enfin réussi à tuer quelqu'un », s'écrie Bastien (s.d. : 87). Dans la traînée de ces premiers morts, une vraie guerre éclate entre les deux peuples où on s'entre-tue avec ardeur, jusqu'à l'extermination des derniers soldats de chaque côté.

Lassés et désespérés, Adrien et Bastien songent à rejoindre leurs compatriotes dans la mort. Ils se retrouvent seuls sur terre, enveloppés dans un « affreux silence » qui suscite des pensées d'apocalypse, mais qui signale aussi le silence des dieux devant la bêtise humaine. Dans un beau discours blasphématoire, Bastien évoque la surdité des dieux, mais les défie cyniquement de répondre à l'appel des hommes. La standardiste de l'Olympe répond et, après avoir indiqué à nos deux compères qu'Apollon et Dionysos ne sont pas disponibles, elle leur passe Zeus. Après avoir poliment écouté l'explication d'Adrien et de Bastien, dans laquelle ceux-ci soulignent qu'ils voudraient bien voir revenir les autres parce qu'ils sont seuls maintenant, même s'ils ont l'habitude d'être seuls en ne parlant pas comme les autres – « On était comme qui dirait la minorité dans tout ça » (s.d. : 92) –, Zeus leur

coupe la parole et, en les fustigeant pour leur folie meurtrière, il leur explique que oui, les mots tuent, mais ils ont aussi le pouvoir de guérir: « Si les mots séparent, n'est-il pas vrai aussi qu'ils unissent. Les mots blessent et les mots caressent » (s.d.: 93). Là-dessus, Zeus décide de leur donner une dernière chance en modifiant les circonstances: siècle, décor, pays. Il refuse Troie – « ça a mal tourné », dit-il –, l'Iraq – « Saddam est encore là » – et l'URSS – « ça n'existe plus ». Lumière et tonnerre accompagnent le « j'ai trouvé » de Zeus. Jeux de scène et éclairage appropriés: « Sur tous les murs on voit des diapositives du Canada qui apparaissent et disparaissent à une vitesse vertigineuse. Au loin, très doucement, on entend « Ô Canada », dans les deux langues, une version superposée à l'autre. Les gens sur scène se lèvent, se frottent les yeux, se surprennent d'être encore en vie. Ils regardent émerveillés ce qui se produit et ils commencent encore à s'engueuler entre eux. On entend par-dessus tout cela la voix de Zeus qui dit en ricanant: « C'est votre dernière chance, moustiques... Un pays qui vous ressemble » (s.d.: 94).

Voilà en quelques mots un aperçu bien schématique de la pièce. L'allégorie est évidente: deux peuples voisins depuis 123 ans, l'un vivant dans le Haut-pays, l'autre dans le Bas-pays, ayant chacun ses « coutumes » et sa « culture », mais se faisant la guerre des mots en raison de leur difficulté à communiquer, à cause, en grande partie, de l'« imperfection » de leur langue respective (qui est dans le fond ici le refus de la langue de l'autre). Si les gens avaient l'expérience et la mémoire de nos deux narrateurs « bilingues » enrichis par la langue de l'autre, ils arriveraient à communiquer, ils verraient ce qu'ils partagent, ce qu'ils ont en commun, et ainsi tout deviendrait possible.

Car ce qu'ils partagent dépasse ce qui peut les diviser. À cause de ces 123 ans de voisinage, malgré les différences linguistiques et culturelles qui les séparaient au départ, cette vie à proximité l'un de l'autre a fait éclater les caractéristiques « nationales » des uns et des autres, les deux peuples se sont transformés, tranquillement, quasi imperceptiblement, par osmose, pour se retrouver presque à l'image l'un de l'autre, l'« imperfection » linguistique demeurant peut-être le dernier facteur de division.

Ainsi, dans ce contexte, et en considération de leur rôle dans l'histoire, Adrien et Bastien deviennent des modèles à imiter, bien qu'ils soient des accidents de l'histoire. Ils représentent cet être hybride, qui parle deux langues, qui vit à l'intérieur de deux cultures, sans que cela soit une aliénation ou une schizophrénie, parce que cela est valorisé d'une part et assumé de l'autre.

*
* * *

On a vu comment le Franco-Albertain, à l'image de ses frères et sœurs francophones du Canada hors Québec, est passé par contingence et continuité historiques « du catholique français au bilingue francophone ». Cela semblait mener inéluctablement, comme Moser l'a montré, à une métamorphose identitaire où la part de la francité ne devenait qu'un résidu mnémonique. Nombreux sont ceux et celles qui ont glissé au stade suivant, c'est-à-dire à l'intégration totale à la majorité anglophone.

Cependant, un noyau solide semble résister et croit pouvoir résister à cette dernière étape, aidé dans sa lutte par la conjoncture constitutionnelle, institutionnelle et juridique des dix dernières années – l'aire/l'ère de la Charte de 1982 – qui permet de rendre véritablement possible le bilinguisme avec une composante française dominante qui caractérise maintenant ce noyau et lui enlève en même temps ce caractère éphémère et aléatoire lié au bilinguisme indéfini et assimilateur de l'époque précédente.

Pour cela, et si on suit le discours de *La guerre des mots*, il faut poser l'idéal d'un « retour au pays natal » de la nation canadienne-française, non pour retrouver ni pour recréer l'entité politique et idéologique d'une époque révolue, mais à l'égard d'un concept, d'une vision actuelle (y compris la place que réclame le Québec et qui lui revient) d'un partenariat avec l'Autre (les Autres) où le bilinguisme est tenu pour une « valeur de culture » maximale, nationale, pancanadienne. Ainsi, le discours artistique dénonce la partialité du discours politique, mais dans le contexte il demeure nettement politique: il semble avancer que l'être francophone bilingue ne sera pas si le bilinguisme n'est pas et le bilinguisme ne peut être si

l'Anglais et le Québec n'y sont pas. Évidemment, le bilinguisme peut bien ne pas être... et le Canada non plus.

L'altérité linguistique et culturelle serait-elle la condition *sine qua non* de notre survie?

Bibliographie

- ACFA (1991), « Mémoire de l'Association canadienne-française de l'Alberta », *Le Franco*, 18 janvier, p. 10-12.
- ALLAIRE, Gratien, et Laurence FEDIGAN (1991), « Trois générations de Franco-Albertains: recherche ethno-historique sur le changement linguistique et culturel », *Francophonies d'Amérique*, 1, p. 111-120.
- BARTHES, Roland (1953), *Le degré zéro de l'écriture*, Paris, Seuil.
- BERNARD, Roger (dir.) (1990), *Le déclin d'une culture: recherche, analyse et bibliographie, francophonie hors Québec, 1980-89*, livre I, Ottawa, Fédération des jeunes Canadiens français.
- LÉTOURNEAU, Jocelyn (1992), « Le « Québec moderne »: un chapitre du grand récit collectif des Québécois », *Revue française de science politique*, 42, 5, p. 765-785.
- LEVASSEUR-OUIMET, France (s.d.), *La guerre des mots*, manuscrit.
- MOSER, Marie (1987), *Counterpoint*, Toronto, Irwin Publishing Inc.; trad. française: *Courtepointe*, Montréal, Québec/Amérique, 1991.
- PRIMEAU, Marguerite (1960), *Dans le muskeg*, Ottawa, Fides.